HAL
open science

LA RÉPARTITION DE L'AIDE ET DES INVESTISSEMENTS DIRECTS ÉTRANGERS JAPONAIS EN CHINE

Séverine Blaise

To cite this version:

Séverine Blaise. LA RÉPARTITION DE L'AIDE ET DES INVESTISSEMENTS DIRECTS ÉTRANGERS JAPONAIS EN CHINE. Région et Développement, 2004. hal-02379969

HAL Id: hal-02379969

https://hal.science/hal-02379969

Submitted on 26 Nov 2019

HAL is a multi-disciplinary open access archive for the deposit and dissemination of scientific research documents, whether they are published or not. The documents may come from teaching and research institutions in France or abroad, or from public or private research centers.

L'archive ouverte pluridisciplinaire **HAL**, est destinée au dépôt et à la diffusion de documents scientifiques de niveau recherche, publiés ou non, émanant des établissements d'enseignement et de recherche français ou étrangers, des laboratoires publics ou privés.

LA RÉPARTITION DE L'AIDE ET DES INVESTISSEMENTS DIRECTS ÉTRANGERS JAPONAIS EN CHINE

Séverine BLAISE*

Résumé *- L'objet de cette contribution est d'évaluer l'impact de l'aide japonaise sur les flux d'investissements directs étrangers en République Populaire de Chine. Le lien entre les secteurs public et privé japonais dans les programmes de coopération pour le développement est particulièrement examiné. Une analyse empirique utilisant un modèle de logit conditionnel sur des statistiques régionales chinoises (de 1980 à 1999) montre que les flux d'aide japonaise ont eu un impact positif sur le choix de localisation des investisseurs privés, bien que d'autres facteurs tels que le niveau d'activité économique aient eu un effet de spillover plus important. Dans un contexte de rareté croissante des fonds publics d'aide au développement, nous mettons l'accent sur l'importance d'un processus complémentaire dans lequel l'aide étrangère s'oriente vers la promotion des infrastructures, agissant comme un préalable aux investissements privés futurs.*

Mots-clés - AIDE PUBLIQUE AU DÉVELOPPEMENT, INVESTISSEMENTS DIRECTS ÉTRANGERS, RÉGIONALISATION, JAPON, RÉPUBLIQUE POPULAIRE DE CHINE.

Classification JEL : F35, F21, R58, O53.

---

* CEREFI, Faculté d'Economie Appliquée, Université de Droit, d'Économie et des Sciences d'Aix-Marseille III ; severine_blaise@hotmail.com.

1. INTRODUCTION

En 1989, le Japon émerge comme le plus gros donateur en volume d'aide publique au développement (APD ci-après), en déversant plus de 8 milliards de dollars dans les pays en développement. Ses flux financiers n'ont jamais cessé d'augmenter jusqu'à la fin des années 90, octroyant à l'archipel une position de leadership dans ce domaine. Dans le même temps, les flux financiers en direction du monde en développement n'ont pas été limités aux deniers de l'APD et les autres flux publics et privés ont connu une expansion remarquable au moins jusqu'en 1995. Les capitaux privés ont atteint 23 milliards de dollars cette année-là, dont environ 10 milliards étaient des investissements directs étrangers (IDE ci-après)[1].

Depuis que le Japon est devenu un gros bailleur de fonds (en volume), ses motifs et pratiques d'attribution de l'aide ont reçu une attention croissante. Largement critiquée à la fois sur le plan intérieur et international, la politique d'aide japonaise a longtemps été dépeinte comme "mercantiliste" et systématiquement accusée de "pratiques déloyales". La concentration des flux d'aide sur les pays asiatiques, l'accent mis sur l'assistance en capital pour des projets d'infrastructures économiques et la forte participation du secteur privé dans les programmes de coopération sont les caractéristiques du programme d'aide japonais qui ont fait l'objet d'un sévère examen. Ainsi, il semble que le déploiement par vagues successives des flux d'aide japonais en Asie de l'Est suive une logique de régionalisation dans laquelle les flux publics et privés sont étroitement liés.

L'objet de cette contribution est de déterminer si l'aide japonaise repose sur une meilleure rationalisation économique des programmes d'assistance en évaluant son efficacité dans la promotion des flux d'investissements directs étrangers. Dans le cas de la République Populaire de Chine (Chine ci-après), il s'agit d'examiner le lien entre les secteurs public et privé japonais dans les programmes de coopération pour le développement. En effet, l'idée sous-jacente est que les projets d'aide constituent un préalable aux investissements privés futurs, notamment en développant les infrastructures des pays receveurs. Le déploiement radioconcentrique de l'aide japonaise en Asie de l'Est semble ainsi promouvoir un développement dans une forme régionale particulière. Il s'agit donc ici de vérifier si cette dimension régionale est également identifiable dans le cas d'un grand pays comme la Chine.

La Chine est le pays asiatique qui a eu les plus intenses relations avec le Japon pour des raisons culturelles, historiques et stratégiques. Les relations

---

[1] OECD, Development Co-operation Report, en dollars constants de 1990.

bilatérales ont basculé dans la guerre à deux reprises en un siècle, d'abord en 1890 et plus tard dans les années 1930. Toutefois, l'implication japonaise dans les affaires chinoises ne s'est pas limitée au conflit armé. Le Japon a tenté d'utiliser son aide pour servir sa politique étrangère dès la première guerre mondiale. Les prêts Nishihara, émis début 1916, ont été utilisés pour inciter la Chine à déclarer la guerre à l'Allemagne. A la suite de la deuxième guerre mondiale, les "deux Chines" renoncent aux réparations de guerre. A cette époque, la République Populaire suit une politique d'indépendance sous laquelle tout emprunt étranger et toute acceptation d'assistance extérieure sont considérés comme une humiliation et systématiquement rejetés. En tant qu'allié des États-Unis, le Japon a étendu son aide à Taiwan dès le commencement de son programme d'assistance jusqu'à l'initiation des relations diplomatiques avec la République Populaire de Chine en 1972. Bien que le Japon ait toujours été méfiant vis-à-vis de la Chine, le rapprochement Sino-Japonais de 1972 et le Traité de Paix et d'Amitié Sino-Japonais de 1978 ont jeté les bases d'un développement rapide des relations bilatérales. A cette époque, la Chine commence ses réformes économiques et sa politique d'ouverture et pour la première fois se montre disposée à accepter une aide étrangère. Dès lors, elle devient économiquement très importante pour le Japon : le potentiel énorme de son marché a amené de nombreux entrepreneurs japonais à investir dans le pays et les deux nations sont rapidement devenues d'importants partenaires commerciaux, une tendance susceptible de s'intensifier davantage avec l'entrée de la Chine à l'OMC.

Notre travail s'organise en deux temps. Il s'agit tout d'abord de présenter l'évolution des flux d'aide et d'IDE japonais en direction de la Chine. Une analyse de la distribution sectorielle et géographique de ces flux financiers montre que l'essentiel de l'aide japonaise (c'est-à-dire les prêts) a été alloué au développement des infrastructures, notamment dans le secteur des transports, dans les régions qui ont reçu ultérieurement des IDE ou dans les régions voisines, riches en ressources naturelles. Cette observation sera confirmée dans une deuxième partie par une analyse économétrique utilisant un modèle logit conditionnel, qui vise à vérifier le rôle des flux d'aide sur la décision de localisation des investisseurs japonais. Nous concluons en affirmant l'effet de "spillover" des projets d'aide sur l'afflux d'IDE japonais dans l'économie chinoise et sur la nécessité de promouvoir un réel partenariat entre les secteurs public et privé dans la coopération pour le développement.

2. L'AIDE ET LES IDE JAPONAIS EN CHINE : UNE PERSPECTIVE HISTORIQUE

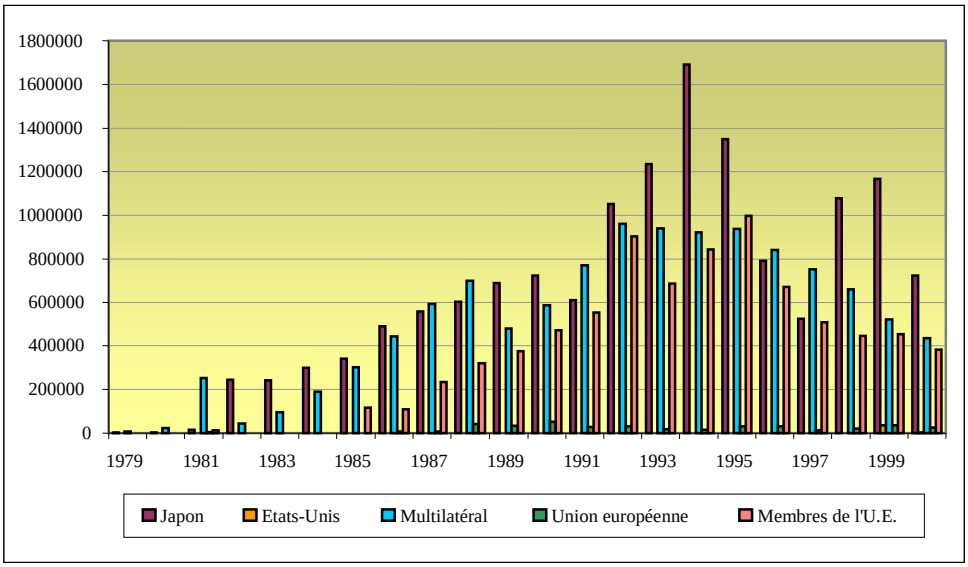
2.1. Le Japon, premier donateur de la Chine

Le programme d'aide à la Chine a commencé bien plus tard que dans les autres pays asiatiques après la visite du Premier Ministre Ohira en Chine en

1979[2]. Dès lors, l'aide japonaise a augmenté substantiellement : de 1982 à 1986 la Chine en était le premier pays bénéficiaire et depuis elle tient la seconde place derrière l'Indonésie. Les évènements de la place Tienanmen ont provoqué un arrêt temporaire de nouveaux projets d'aide, mais le Japon étant le premier pays à rétablir les relations diplomatiques avec la Chine, à partir de 1990 l'aide reprend et ne cessera de s'accroître.

Dans le même temps, le Japon est devenu le plus grand bailleur de fonds de la Chine (graphique n° 1). Par exemple, Quansheng (1993) note que l'assistance japonaise compte pour 45 % du total de l'aide que la Chine a reçu entre 1979 et 1984 des membres du CAD et des organisations internationales.

Graphique n° 1 : APD des membres du CAD et des Organisations internationales en direction de la Chine (milliers de $ constants de 1990)



Source : DAC "Geographical Distribution of Financial Flows to Developing Countries"; calculs de l'auteur à partir du déflateur des World Development Indicators.

Parce qu'il s'agit dans ce travail de mettre en évidence l'impact de l'aide sur les infrastructures économiques, le terme d'aide se réfère ici aux seuls prêts et dons, laissant de côté la coopération technique. L'une des principales caractéristiques de l'aide japonaise à la Chine est que les prêts comptent pour 95 % du total de l'APD. Le gouvernement chinois s'est montré particulièrement intéressé par l'aide japonaise pour de grands projets d'infrastructures. Du point de

---

[2] Les japonais interviendront aussi tardivement au Vietnam.

vue japonais, de tels projets ont normalement un statut de "haute faisabilité", reçoivent une meilleure publicité dans la communauté internationale et sont privilégiés par un lobby domestique important de l'APD japonaise : les firmes d'ingénierie et de construction. De plus, comme le souligne Lee (1984), les prêts permettront au Japon "de s'établir solidement dans les infrastructures de l'économie chinoise et d'engendrer un effet de *spillover* sur d'autres secteurs de la coopération économique sino-japonaise". Par conséquent, la part des prêts dans le total de l'aide bilatérale varie au fil du temps entre 83 et 100 %, et plus récemment la Chine est devenue la destination première des prêts de la JBIC (Japan Bank for International Cooperation) en terme d'engagements par année fiscale.

Depuis 1979 il y a eu quatre "rounds" ou cycles dont la durée correspond presque exactement à chaque plan quinquennal du gouvernement chinois et, selon la JBIC, la plupart des projets d'APD sont dans le prolongement des projets nationaux prioritaires. Il est intéressant de noter que ces "packages" constituent un traitement de faveur qui, pour l'instant n'a été accordé qu'à la Chine. En effet, ils ne correspondent nullement aux procédures budgétaires annuelles de la JBIC.

Les prêts d'aide à la Chine sont des prêts concessionnels avec un taux d'intérêt variant entre 0,75 et 3,5 %, une période de remboursement de 30 à 40 ans et une période de grâce de 10 ans. Dans le temps on remarque une diminution des taux d'intérêt en raison de la forte appréciation du yen. La période de déboursement est généralement de cinq ans mais peut être plus longue si par exemple, le calendrier de construction est supérieur à cinq ans[3]. Enfin, concernant le statut lié des prêts, il est généralement non-lié à l'exception de quelques portions de projets qui ont été financés pendant le premier, deuxième et quatrième rounds sur une base partiellement liée.

Le graphique n° 2 présente la décomposition sectorielle des prêts, selon la période, d'après la classification utilisée par la JBIC. Comme à l'habitude, la majeure partie des prêts japonais est allouée aux infrastructures. Ce qui est cependant spécifique au cas de la Chine, c'est l'accent mis sur le secteur des transports qui est aussi présenté comme une priorité dans le plan du gouvernement chinois. Zhang (1996) souligne à cet égard que bien que la Chine aie fait de la construction dans les transports une priorité de sa stratégie de développement, l'investissement dans ce secteur fut loin d'être suffisant[4].

Ainsi, le rapport pays de la JBIC met en exergue la prédominance des infrastructures économiques telles que les chemins de fer, les ports, l'énergie

---

[3] En dépit de multiples requête auprès de la JBIC, il ne nous a pas été possible d'obtenir d'information sur l'élément-don des prêts qui n'est semble-t-il pas révélé au public.

[4] Entre 1980 et 1990, l'investissement dans le secteur des transports représentait seulement 1,3 % du PIB de la Chine, un niveau bien au-dessous de celui de pays comparables comme l'Inde.

électrique et les télécommunications pendant les premier et deuxième rounds. Le premier cycle, couvrant la période 1979-1984, inclut six projets pour un montant total équivalent à 2,5 milliards de dollars (dollars constants de 1990). Le deuxième cycle, de 1984 à 1989, intégrait initialement le financement de sept projets pour une valeur de 3,4 milliards de dollars ; toutefois, en raison de la forte appréciation du yen, davantage a pu être financé et neuf projets ont été rajoutés en 1988 et 1989. En outre, un prêt additionnel de 505 millions de dollars a été approuvé en 1988 par le programme de promotion des industries d'exportation, dans le cadre du plan de recyclage japonais. En conséquence, les engagements totaux cumulés durant ce deuxième cycle s'élèvent à près de 4 milliards de dollars et il convient de noter que le champ d'intervention a été diversifié dans les projets supplémentaires pour inclure l'approvisionnement en eau, gaz et les systèmes d'évacuation.

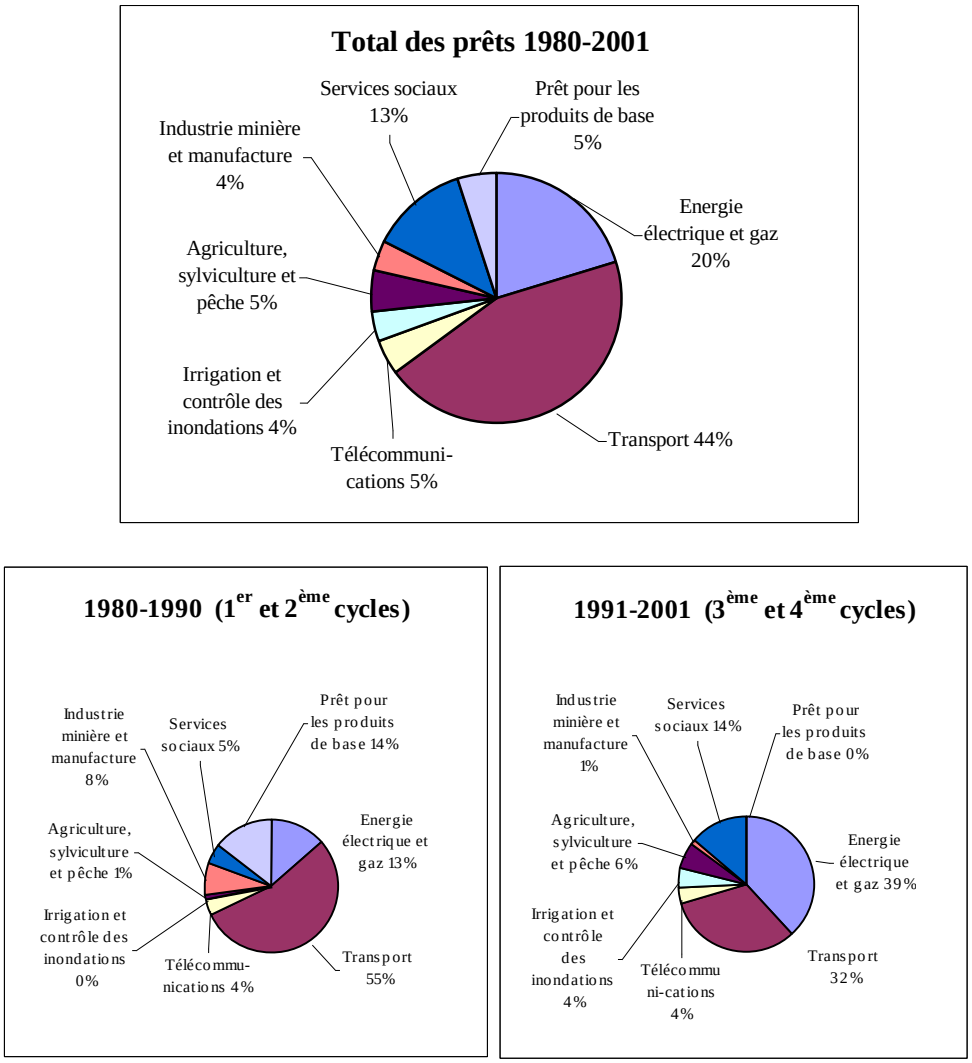
De nouveaux domaines tels que les usines d'engrais et les systèmes d'irrigation ont été rajoutés dans le troisième cycle (1990-1995) dont les engagements s'élèvent à 5,3 milliards de dollars pour 52 projets.

Pour finir, le quatrième cycle (1996-2000) qui compte 6,6 milliards de yens pour 93 projets met l'accent sur les questions d'environnement (61 projets), d'agriculture pour la réduction de la pauvreté (quatre projets) en plus des projets d'infrastructures, avec une priorité aux régions intérieures les moins avancées (70 projets). Par ailleurs, en 2000 la JBIC a accordé en plus des engagements d'APD, deux prêts spéciaux supplémentaires pour financer le projet de construction du chemin de fer urbain à Beijin et le projet d'expansion du terminal de l'aéroport international de Xi'an Xianyang. Le dispositif de "prêt spécial d'APD" (Special ODA Loan Facility) a été mis en œuvre au lendemain de la crise financière de 1997, initialement dans le but d'aider la relance économique des économies asiatiques "affectées par la crise de change". Ultérieurement, les pays cibles du programme ont été redéfinis comme étant "les économies asiatiques et autres pays en développement qui ont été touchés directement ou indirectement par la crise financière", faisant de la Chine un receveur éligible.

Cette évolution apparaît clairement dans la décomposition sectorielle des flux par période. En raison de la croissance rapide de l'économie chinoise, de nombreux secteurs ont souffert de goulets d'étranglement, en premier lieu les secteurs de l'énergie et du transport. D'autres problèmes tels que la pollution de l'environnement ont également fait surface et le creusement des inégalités entre les régions côtières et intérieures appelle des contre-mesures.

Les statistiques montrent ainsi que le secteur du transport compte pour 44 % du montant total d'APD. De 55 % dans les premiers cycles, sa part a toutefois décliné à 32 % dans les troisième et quatrième cycles d'assistance, laissant la première place au secteur du gaz et de l'énergie électrique (39 %). La part des prêts allouée aux industries minières et au secteur manufacturier a

Graphique n° 2 : Allocation sectorielle des prêts de l'APD japonaise en Chine selon la période entre 1980 et 2001



Source : JBIC online database, http://wwwjbic.go.jp/english/oec/project/index.php.

également chuté de manière significative de 8 à 1 %, se substituant à un afflux significatif d'investissements privés, et les prêts pour les produits de base n'ont été consentis que lors du premier cycle. Dans les troisième et quatrième cycles, la répartition sectorielle s'est quelque peu diversifiée : même si les secteurs de

l'énergie et des transports constituent toujours les parts les plus importantes, des efforts supplémentaires ont été consentis sur les services sociaux (incluant des projets environnementaux), le contrôle des inondations et de l'irrigation ainsi que l'agriculture, la sylviculture et la pêche.

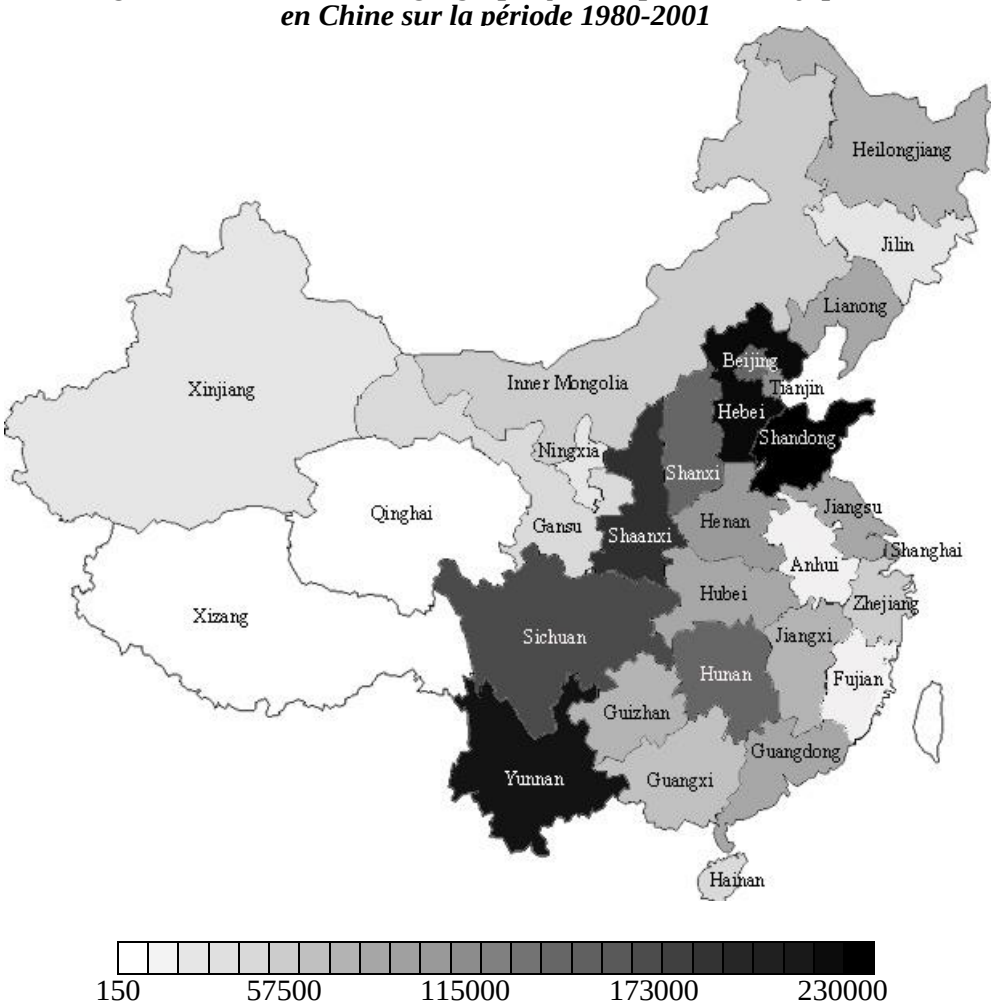
Si la politique générale de l'attribution des prêts semble être en phase avec la stratégie de développement de la Chine, qu'en est-il de la sélection des projets ? Est-elle, comme le soutiennent les experts de la JBIC, toujours en accord avec les besoins du pays receveur ? Ou reflète-elle avant tout les intérêts nippons ? Des enquêtes approfondies concernant les projets initialement demandés par la Chine auprès de la State Planning Commission et des différents acteurs impliqués dans le processus d'APD, offrent de premiers éléments de réponse.

La première demande de prêt du gouvernement chinois consistait en un "package" de huit projets de construction d'infrastructures, dont trois centrales hydroélectriques, trois lignes de chemin de fer et deux ports. Le Japon a approuvé six de ces projets. Selon Quansheng (1993) et Story (1987), cette sélection reflétait clairement les intérêts économiques de l'archipel. "*Les deux ports, Shijiusuo et Qinhuangdao, sont des ports importants pour les exportations de charbon en direction du Japon. Deux des trois lignes de chemin de fer, la voie Yanzhou-Shijiusuo et la voie Beijin-Qinhuangdao, connectent directement les ports. Le Japon a fourni respectivement 62 et 100 % des montants d'emprunt demandés. D'un autre côté, le troisième chemin de fer, la voie Hengyang-Guanzhou, était sans lien avec les exportations d'énergie au Japon. Il a reçu seulement 16 % de ce que le gouvernement chinois requérait. Les deux projets de centrales hydroélectriques (Longtan et Shuikou) ont été rejetés par les Japonais, parce qu'ils étaient en conflit avec les intérêts économiques de l'archipel. La centrale hydroélectrique de Longtan aurait eu la capacité de fournir en électricité une vaste raffinerie d'aluminium avec une capacité de production de 600 000 tonnes, qui était en conflit avec les intérêts des "joint ventures japonaises dans la production d'aluminium en Indonésie et au Brésil*" (Quansheng, 1993).

Ces exemples montrent que la sélection finale des projets demandés reflète davantage les besoins du donateur que ceux du récipiendaire. Toutefois, Zhang (1996) note que l'expansion et l'amélioration technique des moyens de transport de charbon sont grandement nécessaires en Chine, le charbon fournissant 75 % de la consommation d'énergie du pays. De plus, selon lui, la concentration des prêts japonais sur le développement des capacités de transport de charbon était évidente et le fait que le Japon ait des intérêts dans ce développement était fort bien compris par les officiels chinois. Lors des interviews pour son étude de cas sur l'aide japonaise dans le secteur ferroviaire, cette question n'a jamais été mentionnée par les officiels chinois. Zhang suggère que "la Chine a non

seulement accepté les prêts en yen de l'OECF[5] comme une aide, mais aussi comme un *business*, en vertu du principe de bénéfices réciproques".

Figure n° 1 : Distribution géographique des prêts d'APD japonais en Chine sur la période 1980-2001



Note : en millions de yen constants de 1990.
Source : JBIC online database, calculs de l'auteur.

---

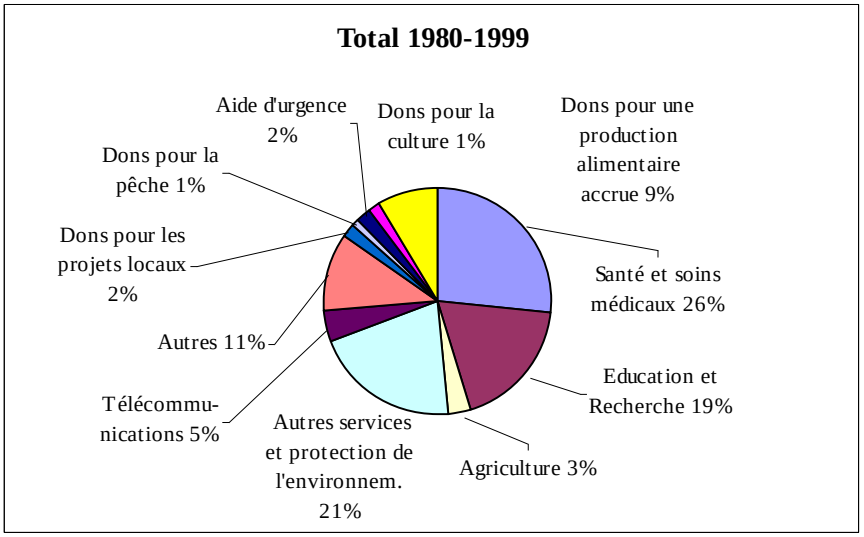
[5] L'actuelle JBIC est née de la fusion de l'OECF (*Overseas Economic Cooperation Fund*), ancien organisme en charge des prêts de l'APD et de la JEXIM (*Export-Import Bank of Japan*).

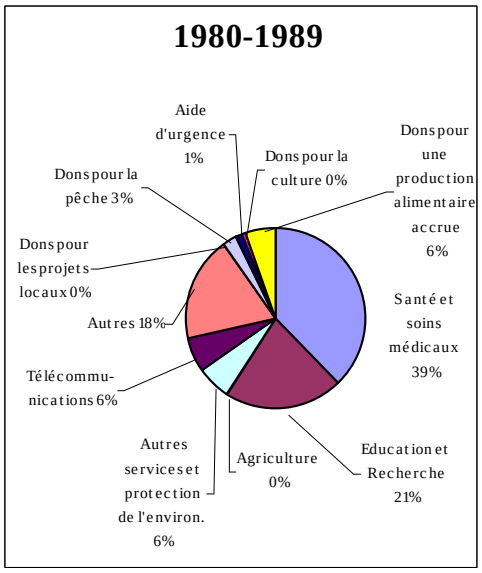
Pour finir concernant les prêts de l'aide japonaise, il semble pertinent d'analyser leur répartition géographique en établissant une classification par province chinoise. Les résultats de l'estimation sont indiqués en annexe n° 1. On peut dès lors se demander quelle est la logique d'attribution des prêts d'aide. Sont-ils accordés en fonction du niveau de développement économique de chaque province ? Les flux financiers vont-ils vers les provinces les plus pauvres ? La mise en relation du montant des prêts avec le revenu par tête de chaque province ne nous permet pas de répondre positivement à ces questions : nous ne trouvons aucune relation entre les deux variables, comme en atteste leur faible coefficient de corrélation (0,076). C'est donc ailleurs qu'il faut chercher la logique d'allocation des prêts et si l'on visualise leur distribution géographique sur une carte de la Chine, une image un peu plus précise se dessine.

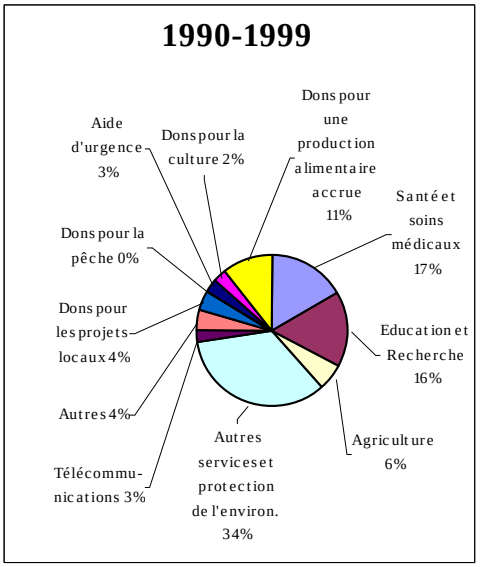
Conformément aux recommandations de la première étude pays de l'APD japonaise en Chine (JICA, 1999), la figure n° 1 montre clairement que l'accent a été mis sur les provinces centrales et côtières. L'idée était de favoriser les activités du secteur privé localisées dans les zones côtières et de fournir les infrastructures qui font défaut. Dans le même temps, les zones intérieures riches en ressources ont été renforcées comme sources d'approvisionnement des régions côtières tout en appuyant leur propre développement interne. Par exemple, parce que Shanxi est une région riche en charbon, cette province, tout comme celle de Hebei et Shandong, a reçu d'importants montants de prêts dans le but de développer les capacités de transport des régions intérieures jusqu'à la côte. D'autres exemples peuvent être trouvés : la majeure partie des projets d'aide dans la province de Yunnan était destinée à la production d'énergie hydroélectrique, deuxième priorité dans la stratégie de développement chinoise. Enfin, dans la province de Shaanxi, les projets de construction de chemin de fer ont reçu 46 % des prêts totaux.

En ce qui concerne la composante "dons" de l'assistance japonaise, sa faible part dans l'APD totale ne s'explique pas seulement par le fort intérêt commun porté aux projets à grande échelle financés par les prêts. Story (1987) soutient qu'au commencement du programme d'aide, malgré la faiblesse du revenu par tête chinois comparé à celui d'autres pays bénéficiaires dans une situation similaire, le gouvernement japonais considérait que les besoins humains de base étaient suffisamment couverts par les efforts des autorités chinoises. En conséquence, dans le but de promouvoir les relations bilatérales et d'améliorer son image, le Japon a consacré la plupart de ses dons à des fins humanitaires et aux échanges culturels. L'un des projets les plus importants est l'hôpital de l'amitié Sino-Japonaise à Beijin, qui a coûté 16,4 milliards de yen et compte pour 57 % des dons reçus sur la période 1980-1985. Parmi les autres projets plus modestes, on peut citer le Centre Sino-Japonais d'Échange pour la Jeunesse à Beijin (1985), la Bibliothèque Nationale et l'Université des Langues Étrangères également à Beijin (1988), mais aussi un projet de conservation des

Graphique n° 3 : Répartition sectorielle des dons de l'APD japonaise en Chine selon la période entre 1980 et 1999







Source : Ministry of Foreign Affairs, ODA Annual Report, calculs de l'auteur.

caves de Dunhuang Mogao sur la route de la soie (1988). Le Premier ministre Noboru Takeshita s'est engagé lui-même à réaliser ce dernier projet qui a coûté un milliard de yen, lors de sa visite à Beijin en 1988 et a indiqué que le don visait à "faire appel au cœur du peuple chinois". La liste de tous les projets pour la période 1980-1999 a été collectée à partir des divers rapports annuels du ministère des Affaires Étrangères.

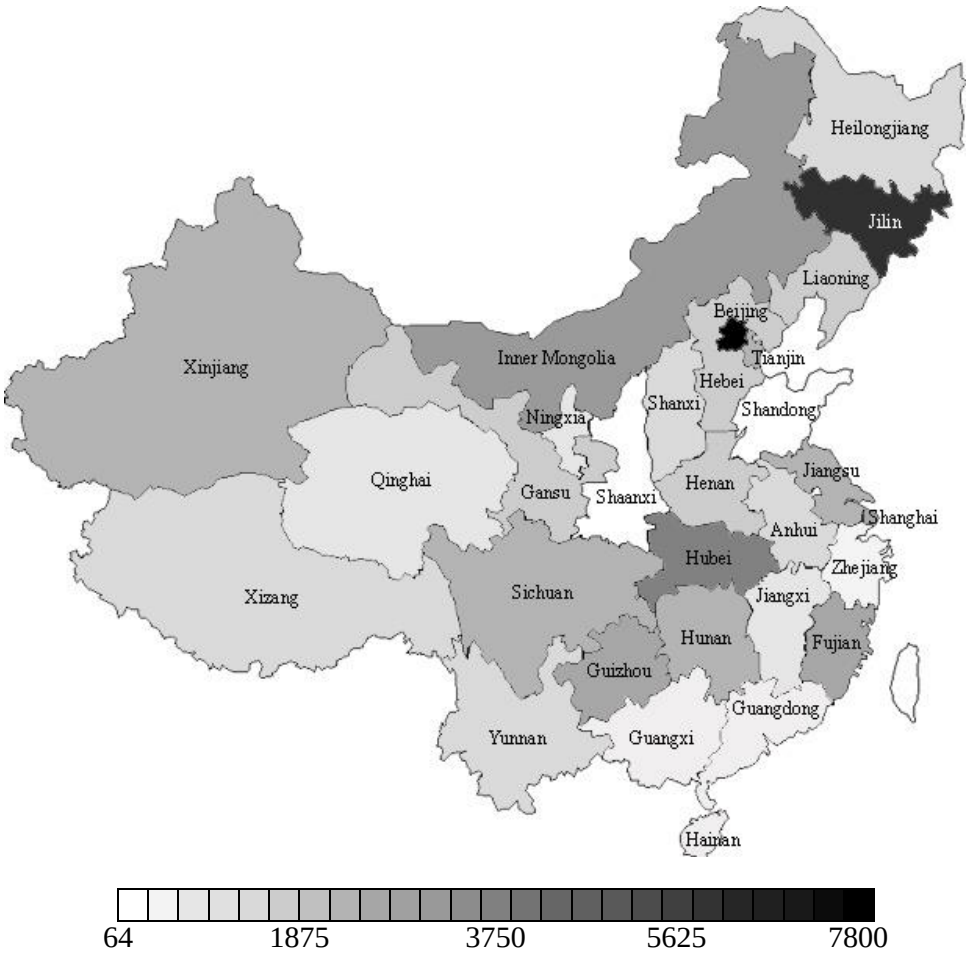
Une décomposition des flux de dons par secteur (graphique n° 3) fait apparaître que la coopération dans le domaine de la santé et des soins médicaux a été de loin la plus conséquente, notamment dans la période de 1980 à 1990 où elle représente 39 % du total des flux. Celle-ci a pris la forme de provisions pour des équipements médicaux perfectionnés et des transferts de technologie de diagnostic et de traitement ont été réalisés dans les établissements médicaux de Beijin, Shangai et d'autres villes importantes. Plus récemment, ainsi que le mentionne le rapport de la JICA (1999)[6], le pourcentage d'équipement alloué aux hôpitaux locaux s'est accru, en particulier pour la prévention de la poliomyélite et autres pathologies. En deuxième position vient le secteur des autres services et de l'amélioration de l'environnement dont la part est passée de 6 % pendant la première période à 34 % à partir de 1990. L'accent est mis sur la protection de l'environnement, la prévention de la pollution, la régénération des forêts, la promotion du reboisement et la redéfinition des lignes d'action dans ces domaines. A partir de là, une coopération complète s'amorce dans le domaine environnemental, qui s'appuie essentiellement sur l'aide-don et les programmes de coopération technique. En outre, la coopération s'est également engagée dans le domaine de la technologie industrielle anti-pollution, les contre-mesures face à la pollution de l'air et de l'eau, la surveillance de l'environnement, le reboisement, la prévention de la désertification etc. Enfin, le secteur de l'éducation et de la recherche reçoit 19 % du montant total des dons, une part plus ou moins constante sur les deux périodes considérées.

Si l'on s'attache à la répartition des dons par province (annexe n° 2), on remarque rapidement que Beijin accapare 59 208 millions de yen de projets. Sur la période totale, 50 % des dons sont donc concentrés sur la capitale, suivi par la province de Jilin (7 % du total) et d'Hubei (4 %). Cette concentration des projets sur Beijin s'explique principalement par la proximité des centres de décision. Néanmoins, il semble que sur la deuxième période la dispersion des flux s'est accentuée en faveur des autres régions : alors que jusqu'en 1990 douze provinces (sur 30) n'ont jamais reçu de dons japonais, par la suite la distribution se fait de manière plus dispersée et égalitaire. Enfin, on remarque que Shandong et Shaanxi, qui ont reçu les prêts d'aide les plus élevés, reçoivent les plus faibles montants de dons.

---

[6] La JICA (*Japan International Cooperation Agency*) est l'agence en charge des dons de l'APD japonaise.

Figure n° 2 : Distribution géographique des dons de l'APD japonaise en Chine sur la période 1980-1999



Note : En millions de yen constants de 1990, Beijin, qui a reçu 59 208 millions de yen, est exclue de la légende.
Source : JICA (2000), calculs de l'auteur.

Comme c'était le cas pour les prêts, il n' y a pas de relation évidente entre le montant des dons et le revenu par tête des différentes provinces. Le coefficient de corrélation entre les deux variables est de 0,478 mais il est surtout lié au montant colossal de dons attribué à Beijin, qui possède le plus haut revenu par tête. Il est donc préférable, ici encore d'analyser la répartition géographique des dons (figure n° 2).

Bien que les flux de dons aient été, dans un premier temps, concentrés sur les régions côtières, la carte montre que la diversification vers les autres provinces a été assez effective. Les disparités de développement entre les provinces côtières et celles de l'intérieur ont été progressivement prises en compte, même si l'échelle des projets financés par les dons peut difficilement rivaliser avec celle des projets financés par les prêts.

Il convient de noter dès à présent que les flux d'APD japonaise en Chine, constitués pour la majeure partie de prêts, semblent avoir suivi une logique visant à maximiser le "retour sur investissement" par l'amélioration des infrastructures nécessaires au développement des activités du secteur privé. Il convient désormais de voir dans quelles mesures ces efforts de coopération ont effectivement engendré un afflux important d'IDE japonais dans le pays.

2.2. L'enjeu des investissements directs étrangers

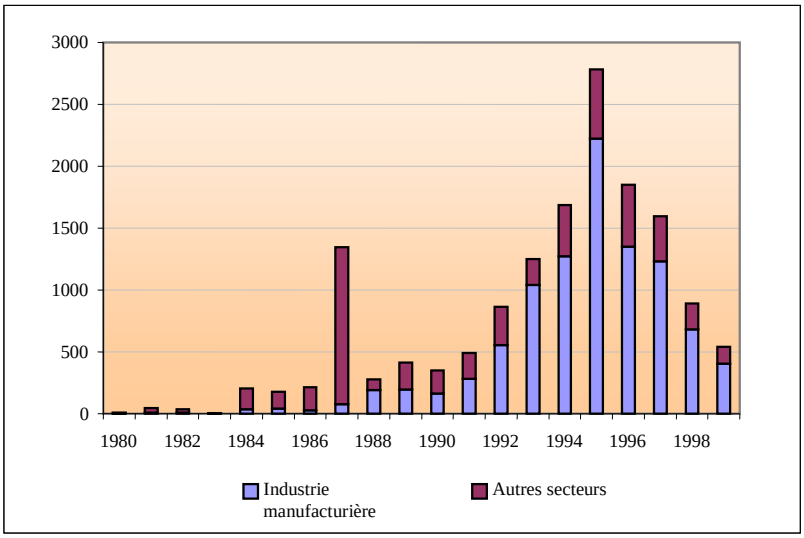
Ce serait faire peu de cas des efforts du gouvernement chinois que d'affirmer que l'entrée massive d'IDE japonais serait uniquement le résultat de l'amélioration des infrastructures économiques engendrée par les programmes d'assistance nippons. Il est bien évident que l'afflux d'investissements dans ce pays depuis 1990 est avant tout le fruit des réformes graduelles mais persistantes du gouvernement chinois, de la libéralisation des échanges et des réglementations ayant trait aux IDE, et de la stabilité sociale et politique qui prévaut en dépit des évènements de la place Tienanmen de 1989. Dès 1979, le gouvernement chinois a offert de fortes incitations aux entreprises étrangères en introduisant des politiques spéciales et des mesures flexibles. A partir de 1990, le pays a ainsi attiré le plus grand nombre d'investissements nippons et représente dès 1992 plus de 62 % du total des investissements des PME-PMI japonaises en Asie. L'attractivité de l'économie chinoise s'est accrue au fur et à mesure que certains pays de l'ASEAN perdaient en compétitivité en raison d'une hausse rapide de leurs coûts de production, y compris des salaires et des coûts de matériaux et services.

Le graphique n° 4 montre que les flux d'IDE japonais en Chine ont été relativement faibles jusqu'en 1990, en dépit d'un pic à hauteur de 1,267 milliards de $ en 1987 dans les secteurs non-manufacturiers. De 1980 à 1990, il y a eu une contraction sévère bien que temporaire des investissements et depuis les flux n'ont cessé de croître principalement dans le secteur manufacturier. La part de ce secteur dans le total des investissements tourne autour des 70 % entre 1991 et 1995.

En 1995, le montant total des flux d'IDE atteint le niveau record de 2,782 milliards de $, dont 2,221 milliards furent alloués au seul secteur manufacturier. Cette concentration des flux sur les industries intensives en main-d'œuvre révèle la motivation première des investisseurs japonais en Chine : tirer profit d'une main-d'œuvre bon marché. Toutefois, on notera une diminution constante des

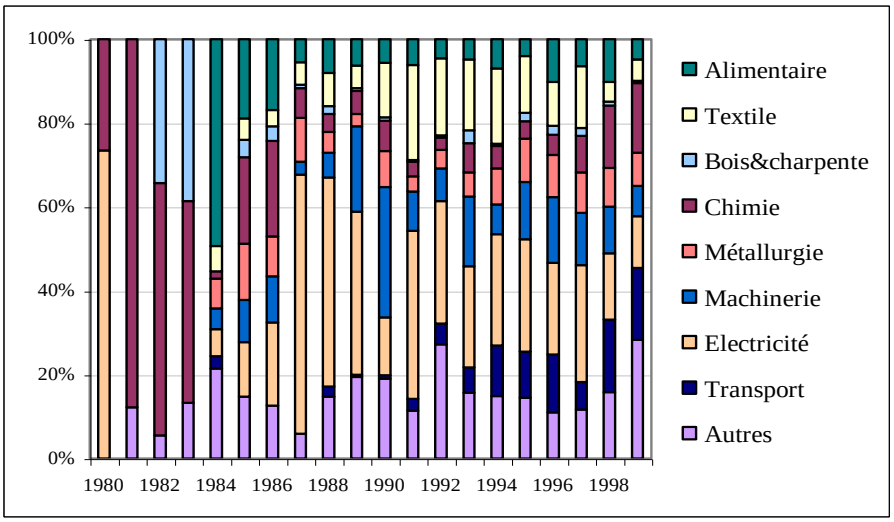
investissements depuis 1995, qui sera fortement accentuée au lendemain de la crise financière de 1997.

Graphique n° 4 : Flux d'IDE japonais en Chine par secteur



Note : en millions de $ constants de 1990.
Source : Ministry of Finance, Japan, Statistics Monthly, divers volumes.

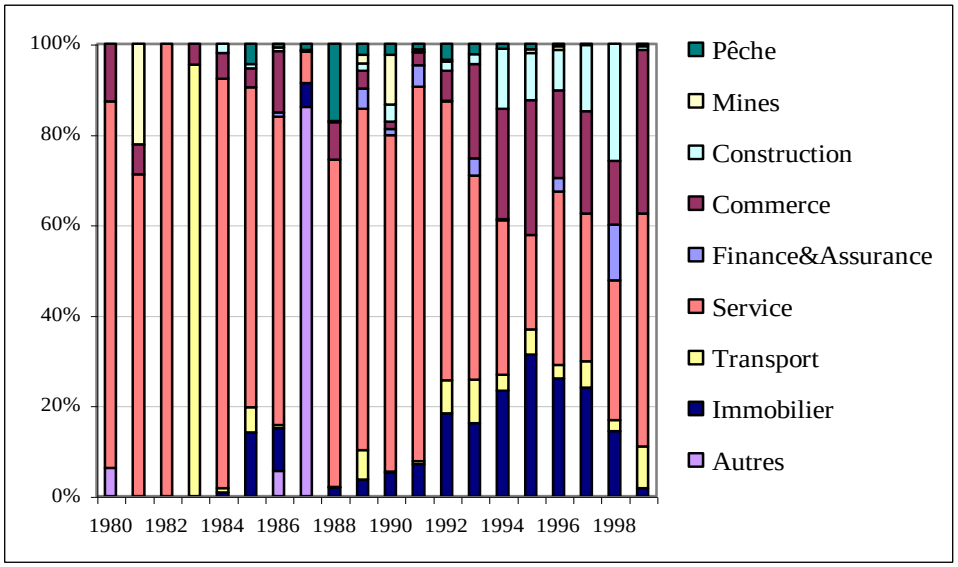
Graphique n° 5 : Les IDE japonais dans le secteur manufacturier



Source : Ibid.

Une décomposition sectorielle approfondie donne une idée plus précise des activités des filiales japonaises dans l'économie chinoise. Le graphique n° 5 montre que les flux d'investissements se sont concentrés dans le début des années 80 sur l'industrie chimique pour se diversifier davantage à partir de 1984, au profit notamment des secteurs de l'électricité, de la machinerie et du textile. On remarque également vers la fin des années 90, une augmentation constante des investissements dans le domaine du transport. De manière générale, les IDE japonais dans le secteur manufacturier chinois se sont concentrés essentiellement dans le secteur de la machinerie en raison de la faiblesse des coûts de production, comme le soulignent de nombreuses analyses, notamment celle de Fung et al. (2003).

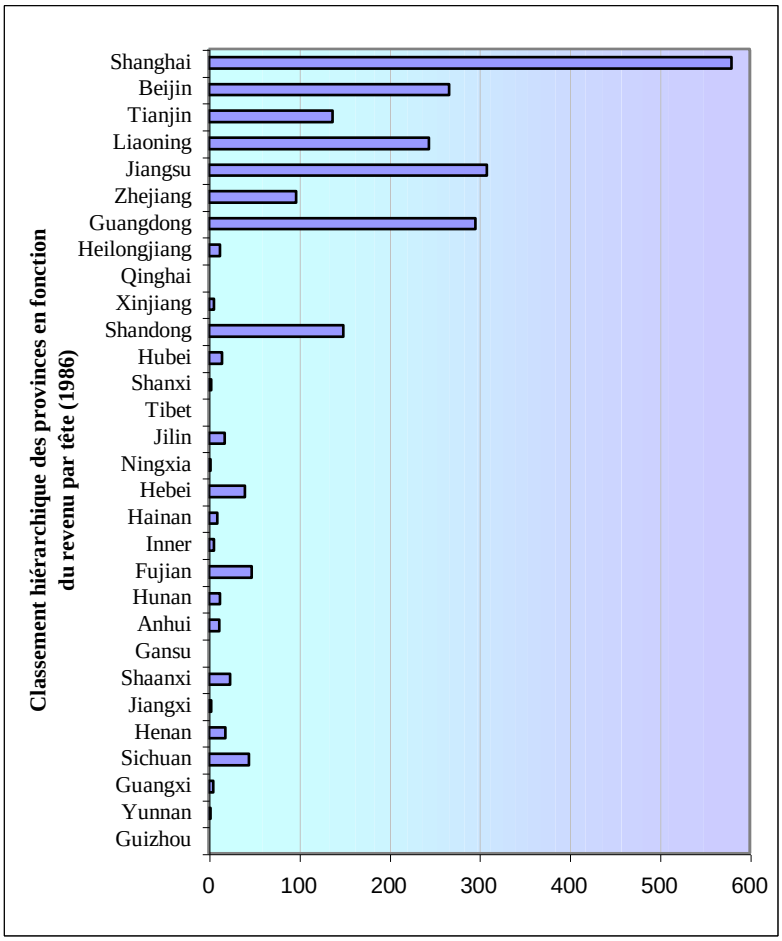
Graphique n° 6 : Les IDE japonais dans les autres secteurs



Source : Ibid.

Pour ce qui est du secteur non manufacturier, le graphique n°6 montre que la part la plus importante des IDE japonais va aux activités de services. Dans les années 80, la plupart des investissements étaient dirigés vers ce secteur, excepté en 1983 lorsque 95 % des IDE se sont concentrés dans le domaine des transports. A partir de 1990, un large mouvement de diversification se dessine : davantage d'investissements ont été réalisés dans les branches commerciale, immobilière et dans une moindre mesure dans les activités de construction. La part allouée aux transports reste à peu près constante sur cette décennie, bien qu'inférieure à celles des autres secteurs.

Graphique n° 7 : Nombre total d'établissements de filiales japonaises par province chinoise (1980-1999)



Source : Toyo Keizai "Overseas Japanese Companies Data".

Tout comme pour l'APD, il semble intéressant d'analyser la répartition géographique des flux d'IDE japonais en Chine. Pour ce faire, nous utilisons les données issues des rapports de Toyo Keizai "Overseas Japanese Companies Data" de 1990 et 1999. En effet, ces statistiques ont l'avantage d'être très détaillées en particulier concernant la localisation des filiales dans les provinces chinoises mais aussi par exemple en indiquant l'année et le secteur d'établissement. Le graphique n° 7 présente le nombre de filiales japonaises implantées par province selon le revenu par tête de chaque province. Les provinces sont classées

par ordre décroissant : Shangai ayant le plus haut revenu par tête et Guizhou le plus bas. Les données relatives au revenu et à la population sont extraites des *China's Statistical Yearbooks*, et ne sont malheureusement pas disponibles pour toutes les provinces avant 1986.

Il apparaît que la distribution des IDE japonais est très inégale, se concentrant principalement sur les provinces à haut revenu par tête. Le niveau de l'activité économique semble avoir un impact important sur la décision de localisation des investisseurs japonais. Le coefficient de corrélation entre le nombre de filiales et le revenu par tête de chaque province s'élève à 0,832, ce qui confirme l'existence d'une relation entre les deux variables même si l'on ne peut se prononcer sur le sens de causalité.

Sur l'ensemble de la période, 580 filiales japonaises se sont établies à Shangai, qui détient la première place, suivie de Jiangsu (309 filiales), Beijin (296 filiales) et du Liaoning (245). En position intermédiaire on trouve les provinces de Tianjin, Shadong et Zhejian qui ont reçu respectivement 137, 149 et 97 filiales japonaises. Les IDE japonais se sont concentrés essentiellement sur ces régions dans les années 80, mais connaissent une dispersion plus éclatée dans les décennies suivantes. Toutefois, soulignons que les investissements dans les autres régions restent modiques, voire nuls dans les provinces du Tibet, Gansu et Qinghai (voir annexe 3).

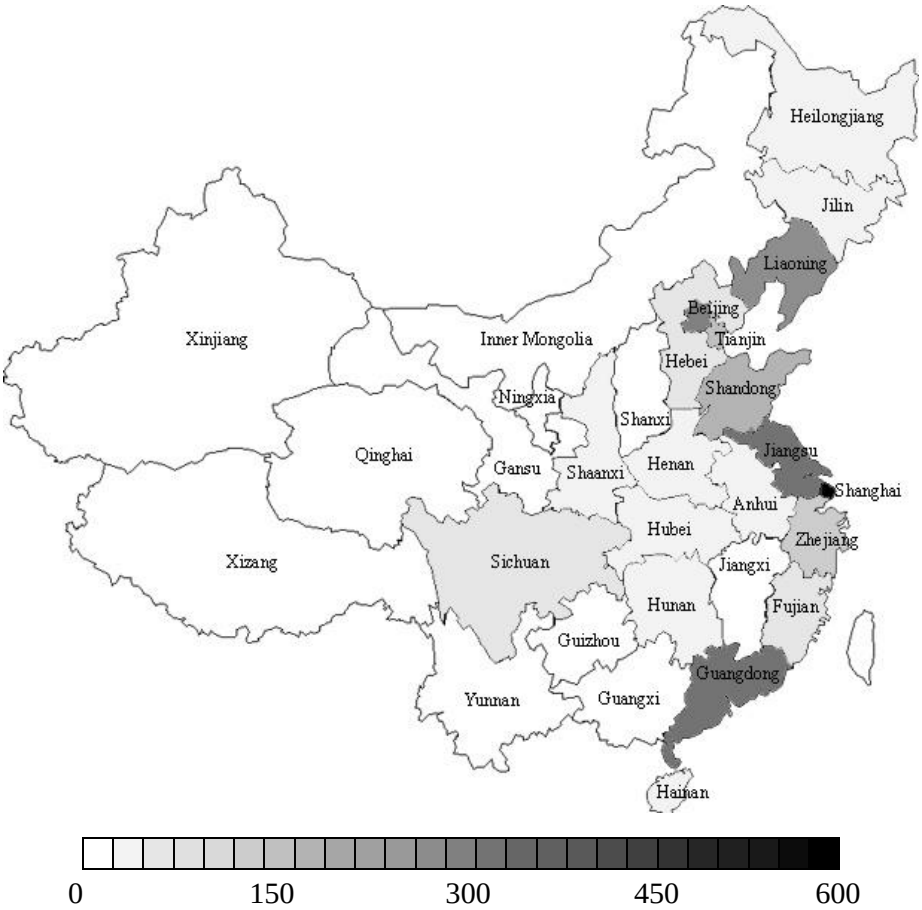
Un aperçu de la distribution géographique de ces filiales témoigne d'une grande concentration sur les régions de l'Est de la Chine et plus particulièrement sur les régions côtières (figure n° 3). Les provinces de l'intérieur n'ont reçu aucun investissement direct, ce qui a probablement renforcé les disparités en terme de développement entre ces régions.

Une majorité des IDE japonais s'est portée vers les grandes villes industrielles, les zones économiques spéciales (ZES) ou autres zones ouvertes par le gouvernement chinois. Dès 1979, la Chine a mis en place quatre ZES dans les provinces de Guangdong et Fujian et a déclaré ZES l'intégralité de la province de Hainan. Par la suite, un certain nombre d'autres zones ouvertes ont été instaurées, notamment 14 villes ouvertes côtières (créées en 1984 et étendues en 1987) ; la ZES de l'île de Hainan en 1988 et la zone de développement de Pudong à Shangai en 1989. Ces politiques semblent avoir été très attractives en terme d'afflux d'IDE, mais elles ont aussi contribué au creusement des écarts de développement entre les différentes régions.

Si l'on compare les figures n° 1, 2 et 3, on s'aperçoit rapidement que les IDE japonais ont convergé dans ou à proximité des régions qui ont reçu d'importants montants d'APD. Les projets d'aide polarisés sur le développement des infrastructures des régions côtières ou des régions riches en ressources de l'intérieur, semblent avoir eu un effet d'entraînement sur les activités des

investisseurs japonais dans ces régions. Toutefois, la réciproque n'est pas toujours vrai : les provinces qui ont reçu de larges montants d'aide n'ont pas reçu automatiquement de nombreux d'investissements. La présence de projets d'aide japonais est donc une condition nécessaire mais non suffisante pour attirer les investisseurs nippons, ce qui est parfaitement logique puisque d'autres facteurs sont pris en considération dans la décision de localisation des entreprises. Il s'agit donc, dans la deuxième partie de ce travail de mener une évaluation économétrique visant à préciser ce résultat.

Figure n° 3 : Distribution géographique des filiales japonaises en Chine (nombre d'établissements 1980-1999)



Source : Toyo Keizai, "Overseas Japanese Companies Data", calculs de l'auteur.

3. UNE ÉVALUATION MICROÉCONOMIQUE DE L'EFFICACITÉ DE L'AIDE

3.1. Méthodologie

Comme le soulignent Nishigaki et Shimomura (1999), juger de l'efficacité de l'aide comporte plusieurs dimensions. La première serait d'évaluer l'état d'un projet d'aide particulier après sa réalisation. La seconde serait d'étudier le rôle que l'aide joue dans un environnement spécifique, une région ou un secteur particulier d'un pays en développement. La troisième enfin, serait d'analyser dans quelle mesure l'aide a contribué à l'économie et à la société d'un pays bénéficiaire dans son ensemble. Dans ce travail, nous nous concentrons essentiellement sur la relation entre APD et IDE. L'objectif est de vérifier si l'aide japonaise a un effet d'entraînement (ou encore effet de spillover) sur le flux d'IDE japonais en Chine et par là même contribue au développement du secteur privé et donc indirectement à la croissance économique de l'économie chinoise.

La littérature sur l'impact macroéconomique des IDE est vaste et ne sera pas discutée ici. Toutefois, à la suite de Ichikawa (1991), il convient de rappeler que les investissements directs, contrairement aux investissements de portefeuille, peuvent promouvoir la dissémination de connaissances précieuses et de l'esprit d'entreprise sous la forme de recherche et développement, de technologie de production, de méthodes commerciales, d'expertise en gestion, etc. C'est-à-dire, sous certaines conditions, l'investissement direct véhicule la dissémination de ces intrants et services, il ne constitue pas simplement une source de finance. Ainsi, il est plus probable que l'IDE – particulièrement dans le secteur manufacturier – contribue substantiellement à la croissance économique que l'investissement de portefeuille. Par conséquent, on peut s'attendre à ce que l'aide contribue substantiellement à la croissance économique du pays bénéficiaire non seulement par son impact direct, mais également indirectement, par la promotion des flux d'investissements directs.

Un certain nombre de travaux ont été menés sur la relation entre l'aide et les IDE dans le cas du Japon. Néanmoins, la relation de causalité qui a été évaluée est plutôt la relation inverse, i.e. l'impact des investissements directs comme un déterminant des flux d'aide. A notre connaissance, très peu d'études (avec des résultats très contrastés) ont considéré la possibilité que l'APD joue un rôle de préalable aux IDE japonais futurs[7]. Ces travaux souffrent en outre de certaines faiblesses : problèmes de spécification pour certains ou méthodes d'estimation économétriques invalides pour d'autres. Pour autant, leur limite commune réside dans leur restriction au cadre macroéconomique. Comme le souligne Mosley, alors qu'au niveau microéconomique l'évaluation de l'efficacité

---

[7] The International Development Center of Japan (1997), Yosioka, Moro et Sawada (1998), Inui (2000) et plus récemment Nakamura et al. (2001).

de l'aide apporte des résultats satisfaisants, les analyses macroéconomiques apportent des résultats très ambigus (retrouvant le célèbre "micro-macro paradox").

De plus, dans le cas d'un grand pays comme la Chine, parce qu'il existe d'importantes disparités dans la distribution géographique des flux financiers, il n'apparaît pas très pertinent de considérer le seul niveau national. Il est préférable de mener une évaluation microéconomique de la relation entre l'aide et les IDE japonais en utilisant à la fois des statistiques par province chinoise et des données détaillées sur l'activité des filiales japonaises en Chine. Cette étude est réalisée sur la période 1980-1999. Comme précédemment, les statistiques de l'APD japonaise sont issues de la base de données en ligne de la JBIC pour les prêts et des "ODA annual report" du ministère des Affaires Etrangères pour les dons. Nous ne prenons donc pas en compte la coopération technique et désignons sous le nom d'APD la somme des prêts et des dons. Ces statistiques ont été classées par province. Concernant les IDE, nous utilisons les données du Toyo Keizai présentées précédemment. Enfin, les statistiques des différentes provinces chinoises sont compilées à partir de divers volumes des "China Statistical Yearbooks".

3.2. Le modèle logit conditionnel

Récemment, de nombreux auteurs tels Cheng et Zhao (1995) ou Cheng et Kwan (2000) se sont attachés à identifier les déterminants des flux d'investissements directs en Chine. Néanmoins, ces analyses économétriques utilisent le montant agrégé d'IDE comme variable dépendante, ce qui limite considérablement la pertinence de l'analyse (voir précédemment). D'autres études, telles celle de Fung et al. (2003) utilisent des données désagrégées mais omettent des variables explicatives qui nous paraissent importantes dans leur estimation en données de panel, comme les effets d'agglomération.

Il s'agit donc ici d'analyser la décision de localisation des investisseurs japonais en Chine grâce à une régression logistique conditionnelle dans laquelle nous introduisons l'APD en même temps que d'autres facteurs de maximisation du profit.

Le modèle logit conditionnel a été initialement développé dans l'analyse économique par Mac Fadden (1973). Les modèles logit conditionnel ont été largement utilisés dans les études empiriques portant sur les choix de localisation. Par exemple, Head, Ries et Swenson (1995) examinent le bénéfice des effets d'agglomération et la localisation des industries japonaises aux États-Unis. Fukao et Yue (1997) étudient les déterminants des IDE par les firmes électroniques japonaises. Belberos et Carree (2002) analysent également la localisation des investissements directs japonais en Chine en se concentrant sur les effets d'agglomération, les Keiretsu et l'hétérogénéité des firmes. Urata et

Kawai (1999) étudient les déterminants de la localisation des IDE des PME japonaises[8].

Notre objectif est de vérifier si, dans une province donnée, le montant d'APD alloué a un impact sur le choix de localisation des investisseurs privés japonais, par exemple à travers le développement des infrastructures. Pour modéliser la localisation des IDE japonais en Chine, nous assumons que les firmes japonaises réalisent des investissements dans une province où elles peuvent maximiser leur profit, après avoir évalué les caractéristiques des localisations alternatives. En faisant l'hypothèse que la firme a une fonction de production de la forme Cobb-Douglas, nous exprimons le profit (π) de la firme (i) obtenu en réalisant un investissement direct dans la province (j) comme suit :

$$\pi_{ij} = a_0 X_{1j}^{a1} \ldots a_m X_{mj}^{am} . e^{\mu_{ij}} \tag{1}$$

où a_0, ..., a_m sont des paramètres inconnus, X_{sj} (s = 1,…, m) sont les variables décrivant les caractéristiques de la province j (j = 1,…, n), et μ_{ij} est un terme aléatoire de perturbation qui rend compte de l'hétérogénéité des provinces – et des investissements – dans la productivité totale des facteurs.

Étant donné l'équation (1), si et seulement si μ_{ij} suit une distribution à valeur extrême de type I (variable aléatoire indépendante) selon la distribution de Weibull, alors la probabilité que la province j amène à l'investisseur í le plus haut profit parmi toutes les provinces est donnée par l'expression logistique (2) (McFadden, 1973) :

$$P_{ij} = \frac{\exp\left(\sum_{s=1}^{m} a_s \ln X_{sj}\right)}{\sum_{j=1}^{n} \exp\left(\sum_{s=1}^{m} a_s \ln X_{sj}\right)} \tag{2}$$

Nous exprimons le nombre de sélections d'IDE faites par la firme japonaise í dans la province j par W_{ij} (j = 1,…, n). Cette variable dépendante prend la valeur 1 si la province est sélectionnée par l'investisseur et la valeur 0 autrement. Finalement, on obtient la probabilité d'observer de tels mouvements d'IDE telle qu'elle est donnée dans l'équation (3) :

$$L = \prod_{i} \prod_{j=1}^{n} P_{ij}^{W_{ij}} \tag{3}$$

---

[8] D'autres exemples sont présentés dans Fukao (1996) et Fukao et Tei (1996).

Les paramètres (a_0,..., a_m), qui indiquent les caractéristiques des provinces hôtes potentielles aux IDE japonais, sont estimés par la méthode du maximum de vraisemblance, qui maximise la fonction de vraisemblance (3).

Par ailleurs, comme des études précédentes l'ont souligné, les critères de choix de localisation sont susceptibles de varier selon le secteur d'activité. Par conséquent, l'estimation est menée à la fois dans le secteur manufacturier et non manufacturier. Les variables suivantes sont prises en considération :

- Effets d'agglomération : l'activité économique des firmes japonaises existant dans une province génère des externalités positives pour les firmes voisines engagées dans des activités similaires. Ces effets sont mesurés par le nombre de filiales japonaises existantes avant que l'entreprise s'implante (JAmc et JAnmc, respectivement pour les secteurs manufacturier et non manufacturier). Notons que nous utilisons ce nombre plus un, afin de pouvoir transformer la variable en logarithme.

- Niveau de l'activité économique : la dimension économique des provinces est prise en compte en incluant leur PIB par tête (PIBc). En effet, plus l'activité et le développement économiques d'une province sont grands, plus elle est susceptible de recevoir des investissements étrangers.

- Coûts de production : le coût du travail est reconnu comme étant un des coûts les plus importants. Il est exprimé par le niveau du salaire moyen (SAL) qui, s'il est élevé, devrait décourager l'investissement, particulièrement dans les industries de main-d'œuvre.

- Infrastructures : des infrastructures de transport bien développées réduisent le coût d'importation des intrants et d'exportation ou de distribution de la production. De la même façon, de bonnes infrastructures de télécommunications facilitent et réduisent les coûts de communication des filiales. En conséquence, on s'attend à ce que l'indicateur d'infrastructures ait un impact positif sur la décision de localisation des investisseurs privés. Nous introduisons la variable muette Côte (C), qui prend la valeur 1 si la province est située sur la région côtière et 0 autrement, ainsi que la distance du Japon (DIST). Une mesure de la qualité des infrastructures de télécommunication est également inclue, il s'agit du nombre de lignes téléphoniques de longues distances (Telecom). Pour finir, nous introduisons le montant cumulé d'aide Japonaise (APDc), qui est aussi supposé renforcer le développement des infrastructures, particulièrement dans le secteur du transport.

- Capital humain : le niveau d'éducation devrait avoir un impact positif sur les décisions de localisation, notamment dans le secteur non manufacturier, puisqu'il améliore la qualité du capital humain. Le niveau d'éducation est mesuré par le nombre d'étudiants inscrits dans les lycées en pourcentage de la population (EDU).

Enfin, il convient de noter que toutes ces variables sont prises en logarithme excepté certes la variable muette (C) et la variable distance (DIST).

Les résultats de la régression logistique sont présentés dans le tableau n° 1. Il semble que les effets d'agglomération ainsi que le niveau de l'activité économique d'une province aient le plus large impact sur le choix de localisation des investisseurs japonais dans le secteur manufacturier comme dans le secteur non manufacturier. Pour les deux secteurs, les deux variables sont fortement significatives, et les coefficients positifs qui y sont rattachés sont les plus élevés (particulièrement pour les activités non manufacturières).

Tableau n° 1 : Régression logistique conditionnelle (effets fixes)

Variable	Secteur manufacturier	Secteur non-manufacturier
C (muette côte)	0,297*** (3,245)	-0,045 (-0,275)
LJAc	0,623*** (9,552)	0,605*** (6,872)
LAPDc	0,129*** (3,880)	0,189*** (2,715)
LPIBc	0,638*** (4,514)	1,220*** (4,829)
LSAL	-0,679*** (-3,617)	-0,651** (-1,923)
LEDU	-0,635** (2,218)	0,39 (0,745)
DIST	-0,174*** (-2,599)	-0,299** (-2,160)
LTELECOM	0,285*** (3,823)	0,399*** (3,737)
Log likelihood	-4147,6929	-1290,6864

, **, * indiquent les résultats respectivement significatifs à 10 %, 5 %, 1 %.*

Comme l'on s'y attendait, de hauts niveaux de salaire découragent l'investissement dans le secteur manufacturier. Cela prouve que les activités des filiales japonaises dans les secteurs intensifs en travail ont avant tout tiré profit du faible coût de la main-d'œuvre chinoise et que cela relève d'un large phénomène de délocalisation des industries nippones. Ce résultat est corroboré par l'impact significativement négatif du niveau d'éducation. Pour les activités non manufacturières, le niveau de salaire est moins significatif (seulement à 5 %) et surtout l'impact du niveau d'éducation, bien que positif, n'est pas significatif. On peut en déduire que, les investisseurs accordent plus d'importance à la présence d'une main-d'œuvre qualifiée.

Le montant cumulé d'APD japonaise allouée à chaque province est fortement significatif dans les deux secteurs et confirme que l'aide a un effet d'entraînement sur la décision de localisation des investisseurs japonais. Cet effet

positif est légèrement plus important pour les activités non manufacturières. En effet, les projets d'aide se sont concentrés essentiellement sur les infrastructures économiques, afin d'enrayer les goulots d'étranglement persistants dans l'économie chinoise. Ceci est également démontré par l'impact positif des indicateurs d'infrastructures tels que les équipements de télécommunication. Ces projets semblent avoir eu un effet de spillover non négligeable quant à la promotion des activités des investisseurs japonais. En ce qui concerne les prêts de l'APD japonaise (qui constitue le majeure partie de l'aide à la Chine), ce résultat confirme l'idée que la perspective d'investissements privés futurs et de transferts de technologie a non seulement permis d'enregistrer un haut taux de remboursement des prêts mais aussi que l'obligation de les rembourser constitue un indice de solvabilité du pays bénéficiaire interprété favorablement par les investisseurs (Teboul et Bassino, 1996 et 1999).

En outre, il semble que les activités manufacturières ont tendance à se localiser dans les régions côtières qui offrent des facilités de transport considérables, alors que ce facteur est beaucoup moins déterminant pour le secteur non manufacturier. Enfin, la distance du Japon a un impact négatif sur la localisation des IDE japonais, ce qui joue également en faveur des régions côtières et du nord de la Chine.

4. CONCLUSION

L'analyse notamment économétrique qui a été menée nous a permis de soutenir l'idée selon laquelle l'aide publique au développement japonaise a été relativement efficace dans la promotion des IDE japonais en Chine. Bien que d'autres facteurs tels que le niveau de l'activité économique ou l'effet d'agglomération des firmes japonaises aient eu un effet d'entraînement plus important, l'allocation des projets d'aide a joué un rôle non négligeable dans la décision de localisation des investisseurs japonais. Au Japon, ce processus complémentaire est généré par des liens à la fois institutionnels et informels entre les secteurs public et privé et apparaît comme largement bénéfique au pays récipiendaire. Dans un contexte international de rareté croissante des flux d'aide au développement, et surtout à l'heure où l'on préconise de s'appuyer davantage sur les flux privés pour financer le développement, une analyse détaillée de ce processus de coopération économique pourrait être riche d'enseignements.

Annexe 1 : Prêts de l'APD japonaise à la Chine par province (million de yen)

Province\Année	1980	1981	1982	1983	1984	1985	1986	1987	1988	1989	1990
Beijin	1743	0	5101	4223	0	0	0	0	15764	6356	0
Tianjin	10212	0	29891	24747	352	2817	2414	2866	6593	2260	6224
Hebei	20178	0	13471	3619	4631	3723	7011	3451	10948	3815	0
Shanxi	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
Inner Mongolia	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	2503
Liaoning	0	0	0	0	0	0	0	0	2846	8934	8112
Jilin	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
Heilongjiang	0	0	0	0	0	0	0	0	2969	4376	0
Shanghai	0	0	0	0	577	4618	3958	4699	3649	0	0
Jiangsu	0	0	0	0	2445	5772	11085	11911	12242	9710	0
Zhejiang	0	0	0	0	0	0	0	0	666	982	0
Anhui	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	975
Fujian	0	0	0	0	0	0	0	0	1030	1518	0
Jiangxi	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
Shandong	30155	0	35800	16700	2203	3937	2620	8683	13043	26514	0
Henan	0	0	0	0	4015	7027	5015	16640	5746	997	0
Hubei	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	8460
Hunan	1468	0	0	0	4077	10729	9796	3516	2470	6020	0
Guangdong	1992	0	0	0	6340	17894	16238	7106	1423	0	0
Guangxi	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
Hainan	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
Sichuan	0	0	0	0	0	0	0	0	2335	1314	0
Guizhou	0	0	0	0	0	0	0	0	1394	2054	0
Yunnan	0	0	0	0	12400	12353	18015	11372	4000	19235	2633
Tibet	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
Shaanxi	0	0	0	0	3560	6231	4447	14756	3525	0	4504
Gansu	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
Qinghai	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
Ningxia	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
Xinjiang	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
Nationwide	0	40000	40000	19100	30900	0	0	0	70880	2890	0

Province\Année	1991	1992	1993	1994	1995	1996	1997	1998	1999	2000	2001	Total
Beijin	16281	7770	13904	0	15778	23139	0	0	0	14111	0	124170
Tianjin	3264	1595	0	0	5722	0	0	0	0	0	7142	106099
Hebei	3230	8369	5634	0	52834	34342	28699	0	0	0	10369	214324
Shanxi	10888	948	8943	0	34300	4286	37161	27082	0	0	8253	131861
Inner Mongolia	6092	8308	4509	0	0	17947	5629	0	0	0	3600	48588
Liaoning	0	959	1237	0	6655	13000	9610	3237	0	6475	18421	79486
Jilin	3264	1595	0	0	0	0	0	12800	0	0	0	17659
Heilongjiang	3264	4346	839	0	0	17910	2792	10541	0	6070	12608	65715
Shanghai	3264	1595	0	0	30999	0	40000	0	0	0	0	93359
Jiangsu	5996	8782	0	0	7517	0	0	0	0	6261	0	81721
Zhejiang	3264	1595	0	0	0	0	0	30000	0	11256	0	47763
Anhui	4709	3894	0	0	0	0	0	0	0	0	0	9578
Fujian	4304	1595	6720	0	0	0	0	0	0	0	0	15167
Jiangxi	2887	8713	9757	0	29600	0	0	0	0	15147	0	66104
Shandong	23078	6712	6562	0	0	2700	0	23637	0	8904	18000	229248
Henan	1277	516	668	0	0	0	4945	13964	0	23491	0	84301
Hubei	6279	4000	12431	0	15461	0	0	0	0	13000	12046	71677
Hunan	11200	5400	0	0	0	7630	15725	23839	0	24000	4850	130720
Guangdong	14568	4972	0	0	0	8194	0	0	0	0	0	78727
Guangxi	4973	6833	12570	0	7822	2300	3679	4759	0	3641	0	46577
Hainan	19127	0	0	0	4300	0	0	0	0	5274	0	28701
Sichuan	6242	0	0	0	0	1658	0	33754	0	41949	62596	149848
Guizhou	0	0	8820	0	3466	28271	6981	0	0	6266	8169	65421
Yunnan	21328	12823	36864	0	24676	1016	0	0	0	20903	0	197618
Tibet	0	0	0	0	0	152	0	0	0	0	0	152
Shaanxi	15651	20721	7664	0	22341	2526	47685	22970	0	3091	4200	183872
Gansu	1933	1677	264	0	0	18488	0	0	0	0	12543	34905
Qinghai	0	0	0	0	0	3445	0	0	0	0	0	3445
Ningxia	9964	8644	1358	0	0	2501	0	0	0	0	0	22467
Xinjiang	0	0	0	0	0	7391	0	0	0	0	14400	21791
Nationwide	11107	9896	0	0	20300	0	0	0	0	0	0	245073

Annexe 2 : Dons de l'APD japonaise à la Chine par province (million de yen)

Province \ Année	1980	1981	1982	1983	1984	1985	1986	1987	1988	1989
Beijin	480	2370	6580	7331	4950	4876	4924	3854	5760	3122
Tianjin	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
Hebei	100	0	0	0	0	0	0	747	0	0
Shanxi	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
Inner Mongolia	0	0	0	0	0	0	0	1314	0	0
Liaoning	0	0	0	0	0	0	0	0	43	0
Jilin	0	0	0	0	0	0	1465	564	0	0
Heilongjiang	0	0	0	0	0	0	0	50	0	0
Shanghai	0	0	0	0	0	320	37	0	37	1608
Jiangsu	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
Zhejiang	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
Anhui	0	0	0	0	0	0	0	0	0	67
Fujian	0	0	0	0	0	0	0	0	36	0
Jiangxi	0	0	0	0	0	0	0	0	0	67
Shandong	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
Henan	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
Hubei	100	0	0	0	0	0	0	0	0	0
Hunan	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
Guangdong	0	0	0	0	0	0	42	0	0	0
Guangxi	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
Hainan	0	0	0	0	43	0	0	0	0	0
Sichuan	0	0	0	0	0	0	0	0	491	67
Guizhou	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
Yunnan	0	0	0	0	0	0	0	0	36	0
Tibet	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
Shaanxi	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
Gansu	0	0	0	0	0	0	0	0	36	0
Qinghai	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
Ningxia	0	0	0	0	0	0	0	0	0	258
Xinjiang	0	0	0	0	0	0	0	500	1019	0
Several Provinces	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
Nationwide	0	0	0	500	500	700	500	0	500	500

Province \ Année	1990	1991	1992	1993	1994	1995	1996	1997	1998	1999	Total
Beijin	298	1639	3729	4353	4867	11	16	0	26	22	59208
Tianjin	0	0	296	1500	504	0	0	50	0	22	2372
Hebei	0	0	6	47	34	40	16	59	26	196	1271
Shanxi	0	0	501	40	80	40	16	27	26	22	752
Inner Mongolia	46	0	0	0	0	11	16	1535	126	22	3070
Liaoning	0	5	637	0	12	11	16	616	26	22	1388
Jilin	3581	903	550	514	0	11	16	27	152	22	7805
Heilongjiang	452	0	0	7	12	11	16	27	152	22	749
Shanghai	157	52	6	55	12	0	16	0	0	325	2625
Jiangsu	0	116	0	7	12	12	1728	0	291	22	2188
Zhejiang	0	0	6	0	0	11	16	59	26	22	140
Anhui	0	116	0	40	188	52	0	0	417	22	902
Fujian	0	0	0	2370	0	11	16	27	124	22	2606
Jiangxi	0	0	6	40	34	40	0	0	224	22	433
Shandong	0	0	37	7	0	0	0	0	26	0	70
Henan	0	0	1000	40	34	40	0	0	50	22	1186
Hubei	0	1635	0	40	45	52	0	643	1788	22	4325
Hunan	0	931	0	7	0	0	16	1154	152	22	2282
Guangdong	0	5	0	0	85	11	16	27	26	22	234
Guangxi	0	0	0	7	0	11	16	27	124	22	207
Hainan	0	5	6	0	0	0	16	144	26	22	262
Sichuan	0	0	6	0	178	23	16	787	498	196	2262
Guizhou	1500	0	0	0	167	11	16	27	0	1032	2753
Yunnan	0	5	0	0	0	111	29	171	522	22	896
Tibet	0	5	0	0	709	0	0	0	26	0	740
Shaanxi	0	0	0	0	0	0	16	0	26	22	64
Gansu	72	120	855	0	0	0	0	144	26	22	1275
Qinghai	0	0	0	49	12	0	16	27	0	345	449
Ningxia	0	5	0	0	167	11	0	0	0	0	441
Xinjiang	0	509	0	0	0	11	16	27	0	196	2278
Several Provinces	0	0	0	0	0	0	0	0	0	940	940
Nationwide	500	600	600	700	650	0	0	1274	1320	2230	11074

Annexe 3 : Nombre d'établissements de filiales japonaises par province chinoise (1980-1999)

Province \ Année	1980	1981	1982	1983	1984	1985	1986	1987	1988	1989
Beijin	0	2	0	0	2	7	14	8	7	11
Tianjin	0	0	0	0	2	6	3	4	3	5
Hebei	0	0	0	0	1	0	0	0	0	0
Shanxi	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
Inner Mongolia	0	0	0	0	0	0	0	0	1	0
Liaoning	0	0	0	1	0	4	2	2	12	12
Jilin	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
Heilongjiang	0	0	0	0	0	0	1	0	1	0
Shanghai	0	0	0	0	0	5	3	6	10	10
Jiangsu	0	0	0	0	3	3	0	0	3	9
Zhejiang	0	0	0	0	1	1	2	2	2	1
Anhui	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
Fujian	0	1	0	1	0	3	0	3	2	3
Jiangxi	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
Shandong	0	0	0	0	1	0	2	2	3	2
Henan	0	0	0	0	0	0	0	0	1	1
Hubei	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
Hunan	0	0	0	0	0	0	0	1	0	0
Guangdong	0	0	0	2	6	7	4	3	10	6
Guangxi	0	0	0	0	0	0	0	1	0	0
Hainan	0	0	0	0	1	0	0	0	1	1
Sichuan	0	0	0	0	0	2	0	0	0	1
Guizhou	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
Yunnan	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
Tibet	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
Shaanxi	0	0	0	0	0	0	1	0	2	0
Gansu	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
Qinghai	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0

Province \ Année	1990	1991	1992	1993	1994	1995	1996	1997	1998	1999	Total
Beijin	8	11	21	26	44	41	38	13	13	1	267
Tianjin	3	1	5	12	22	30	18	15	8	0	137
Hebei	0	1	0	3	9	6	12	6	2	0	40
Shanxi	0	0	2	0	1	0	0	0	0	0	3
Inner Mongolia	0	0	0	1	0	4	0	0	0	0	6
Liaoning	6	18	11	32	37	44	39	19	6	0	245
Jilin	1	0	1	0	4	4	6	1	1	0	18
Heilongjiang	0	1	1	1	3	4	0	1	0	0	13
Shanghai	14	11	26	65	96	126	94	80	34	0	580
Jiangsu	2	8	14	31	47	82	55	38	12	2	309
Zhejiang	3	1	7	4	18	32	13	8	2	0	97
Anhui	0	1	1	0	3	1	4	2	0	0	12
Fujian	1	2	0	7	5	6	9	3	2	0	48
Jiangxi	0	0	0	1	0	1	0	0	1	0	3
Shandong	2	4	10	12	22	34	34	19	2	0	149
Henan	0	0	1	2	3	5	2	2	2	0	19
Hubei	0	1	2	1	3	6	1	0	1	0	15
Hunan	0	1	1	0	0	4	5	1	0	0	13
Guangdong	7	14	13	29	46	61	51	28	8	1	296
Guangxi	0	0	0	0	0	1	2	1	0	0	5
Hainan	0	0	1	0	3	0	1	1	1	0	10
Sichuan	1	0	0	1	8	15	8	6	3	0	45
Guizhou	0	0	0	0	0	1	0	0	0	0	1
Yunnan	0	0	0	0	1	0	0	1	0	0	2
Tibet	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
Shaanxi	0	0	0	3	3	9	3	2	1	0	24
Gansu	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
Qinghai	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0

RÉFÉRENCES

Belberdos R., Carree M., 2002, "The Location of Japanese Investments in China: Agglomeration Effects, Keiretsu, and Firm Heterogeneity", *Journal of the Japanese and International Economies*, June 16, 2, pp. 194-211.

Cheng L.K., Kwan Y., 2000, "What are the Determinants of the Location of Foreign Direct Investment? The Chinese Experience", *Journal of International Economics*, 51, 2, pp. 379-400.

Cheng L.K., Zhao H., 1995, "Geographical Pattern of Foreign Investment in China: Location, Factor Endowments and Policy Incentives", Department of Economics, Hong Kong University of Science and Technology.

Economic Planning Agency, 2000, Kaihatsu Tojou Koku no Keizai Hatten to Enshakkan no Yakuwari ni kansuru Chousa (Rapport on the Economic Development of Developing Countries and the Role of Yen Loan), Zaidan Houjin Kokumin Keizai Kenkyu Kyokai,, Research Institute on the National Economy, Tokyo.

Ensign M.M., 1992, *Doing Good or Doing Well? Japan's Foreign Aid Program*, Colombia University Press, New York.

Fukao K., 1996, "Kokunaika Kaigaika-Wagakuni Seizogyo no Richi Sentaku ni kansuru Jisho Bunseki" (At Home or Abroad? Empirical Analysis regarding Location Selection by Japanese Companies), *Keizai Kenkyu*, Vol. 47, n° 1.

Fukao K., Tei L., 1996, "Chokusetsu Toushi Sakikoku no Kettei Youin ni tsuite" (Concerning the Decision Factors of Direct Investor Countries), *Financial Review*, Finance Research Center of MOF, Tokyo.

Fukao K, Yue X., 1997, "Denki maker no richi sentaku" (The Location Selection of Japanese Electronic Firms), *Mita Gakkai Zasshi*, Vol. 90, n° 2.

Fung K.C., Iizaka H., Siu A., 2003, "Japanese Direct Investment in China", *China Economic Review*, 14, pp. 304-315.

Hanabusa M., 1991, "A Japanese Perspective on Aid and Development", in *Yen for Development*, edited by Islam S. Council on Foreign Relations press, New York.

Head K., Ries J., Swenson D., 1995, "Agglomeration Benefits and Location Choice: Evidence from Japanese Manufacturing Investments in the United States", *Journal of International Economics*, 38, pp. 223-247.

Ichikawa H., 1991, "Japanese Direct Investment and Development Finance", in *Yen for Development*, edited by Islam S. Council on Foreign Relations press, New York.

International Development Center of Japan, 1997, *The Role of Japan's ODA for Asian Countries*.

Inui T., 2000, "Characteristics of Overseas Activities of Japanese Companies in Developing Countries", Symposium for Aid Effectiveness, November 20th, Economic Planning Agency, Tokyo.

JICA, 1999, *The Second Country Study for Japan's Official Development Assistance to the People's Republic of China*.

JBIC, 2001, *ODA Loans to the People's Republic of China*.

Katada S.N., 1999, "Why Did Japan Suspend Foreign Aid to China? Japan's Foreign Aid Decision-Making and Sources of Aid Sanction", Paper for ISA.

Kawai M., Takagi S., 2001, *Japan's Official Development Assistance : Recent Issues and Future Directions*, Mimeographed, June, Institute of Social Science, University of Tokyo.

Kohama H., 1998, *ODA no Keizaigaku*, Nihon Hyouronsha.

Koppel B. M., Orr R. M. (eds.), 1993, *Japan's Foreign Aid : Power and Policy in a New Era*, Westview Press, Boulder.

Lee C. J, 1984, *China and Japan: New Economic Diplomacy*, Stanford, California, Hoover Institution Press.

Lipsey R. E., 1999, "The Location and Characteristics of US Affiliates in Asia", *NBER Working Paper Series*, Working Paper n° 6876, January.

Mc Fadden D., 1973, "Conditional Logit Analysis of Qualitative Choice Behavior", in Zaremka P. (ed.), *Frontiers in Econometrics*, Academic Press, New York.

Nakamura O., Shishido S., Minato N., Kurokawa M., Kawakami A., 2001, "Chugoku to Indonesia ni taisuru wagakuni no ODA no hikaku kenkyu : ODA-FDI wo fukumu tabumongata modelu bunseki" (A comparative analysis of Japan's ODA to China and Indonesia: a multi-sector model analysis of ODA and FDI", The Japan Society for International Development, National General Meeting.

Nishigaki A., Shimomura Y., 1999, *The Economics of Development Assistance : Japan's ODA in a Symbiotic World*, LTCB International Library Foundation.

Ochi S., 1991, "Japanese Banks and Third World Debt", in *Yen for Development*, edited by Islam S. Council on Foreign Relations press, New York.

Okamoto Y., Yokota K., 1992, "Nihon no Enjo Seisaku no Suuryou Bunseki-Nikoku Enjo no Kunibetsu Haibun Hiritsu no Kettei" (Empirical analysis of Japan's Aid Policy-Determinants of the Country Allocation of Japan's bilateral ODA), *Kokusai Kaihatsu Kenkyuu*, Vol. 1, n° 2.

Quansheng Z., 1993, "Japan's Aid Diplomacy with China, in Japan's Foreign Aid: Power and Policy", in Koppel B. M. and Orr R. M. Jr. (eds.), *A New Era*, Westview Press, Boulder.

Rix A., 1996, "Japan's Emergence as a Foreign-Aid Superpower, in Hook S. W. (ed.), *Foreign Aid toward the Millennium*, Lynne Rienner.

Söderberg M., 1996, *The Business of Japanese Foreign Aid: Five Case Studies from Asia*, Routledge.

Story G., 1987, "Japan's Official Development Assitance to China: a Survey", *Pacific Economic Paper*, n° 150, Australia-Japan Research Center.

Teboul R., Bassino J.P., 1996, "La contribution de l'aide publique et des investissements directs Japonais à la croissance des pays en développement de l'Asie de l'Est", Séminaire Stratégie de croissance et marchés émergents organisé par la Caisse des Dépôts et Consignations, le Centre de Développement OECD, le CEFI, le CEPII, la Direction des Relations Économiques Extérieures, DREE, le ministère de l'Économie et des Finances et la Revue Économique, Ho Chi Minh Ville, Novembre.

Teboul R., Bassino J. P., 1999, "Dynamics and Regional Distribution of Japanese FDI in China", in Dzever S. et Jaussaud J. (eds.), *Business Strategies in China and India*, Macmillan, Londres.

Teranishi O., 1983, "Waga Kuni no Seifu Kaihatsu Enjou Seisaku ni tsuite" (On the Japanese Foreign Aid Policy), *Discussion Paper Series*, n° 83, The Institute of Economic Research, Hitotsubashi University, Tokyo.

Toyo Keizai, 1990, Kaigai Shinshutsu Kiggyou, Overseas Japanese Companies Data, Tokyo, Toyo Keizai.

Toyo Keizai, 1999, Kaigai Shinshutsu Kiggyou, Overseas Japanese Companies Data, Tokyo, Toyo Keizai.

Urata S., Kawai H., 1998, "The Determinants of the Location of Foreign Direct Investment by Japanese Small and Medium-Sized Enterprises", The EPA Economic Research Industry, Tokyo.

Yoshioka S., Moro K., Sawada M., 1998, "ODA and Asian FDI Inflow: An Empirical Analysis in Selected Southeast Asian Countries", The EPA Economic Research Industry, Tokyo.

Zhang G., 1996, *Rail Aid to China, in The Business of Japanese Foreign Aid: Five Case Studies from Asia*, Routledge.

ON THE DISTRIBUTION OF JAPANESE OFFICIAL DEVELOPMENT ASSISTANCE AND FOREIGN DIRECT INVESTMENTS IN CHINA

Abstract *- The aim of this paper is to assess the impact of Japanese aid on foreign direct investment flows in the People's Republic of China. The link between Japanese public and private sectors in development co-operation programs is under particular scrutiny. An empirical analysis using a conditional logit model on Chinese regional statistics (from 1980 to 1999) shows that development assistance flows had a positive impact on the choice of the location of Japanese private investors in China, although other factors such as the level of economic activity had a more significant "spillover" effect. In a context of significant cuts in public funds for development aid, we stress the importance of a complementary process in which foreign assistance is directed towards the promotion of infrastructures, acting as a precondition to future private investments.*

LA REPARTICIÓN DE LA AYUDA Y LAS INVERSIONES EXTRANJERAS DIRECTAS JAPONESAS EN CHINA

Resumen *- La meta de este artículo es evaluar el impacto de la ayuda japonesa sobre los flujos de inversiones extranjeras directas en República Popular de China. Examinamos en particular el vínculo entre los sectores público y privado japoneses en los programas de cooperación para el desarrollo. Un análisis empírico utilisando un modelo de logit condicional sobre estadisticas regionales chinas (de 1980 a 1999) muestra que los flujos de ayuda japonesa tuvieron un impacto positivo en la elección de localisación de los inversores privados, aunque otros factores como el nivel de actividad económica tuvieron un impacto de spillover más importante. En un contexto de creciente escasez de fondos públicos de ayuda al desarrollo, insistimos en las importancia de un proceso complementario en el cual la ayuda extranjera se orienta hacia la promoción de infraestructuras, actuando como preámbulo a las futuras inversiones privadas.*